

# Revue de presse de la Fédération

## Secteur Maisons familiales rurales

1 juin 2011

---

Publié le 31 mai 2011 à 09h28 | Mis à jour le 31 mai 2011 à 09h28

### La Maison familiale rurale: une réussite sacrifiée

Le Nouvelliste

Réussir autrement, tel est le mot d'ordre de la Maison familiale rurale (MFR) située à Saint-Alexis-des-Monts. Celle-ci accueille annuellement une trentaine de jeunes qui présentent un fort potentiel de décrochage.

Grâce à un système d'alternance entre les études et les stages, plusieurs d'entre eux réussissent à obtenir un diplôme d'études professionnelles dans des domaines souvent en pénurie de main-d'œuvre.

Il s'agit d'un bel exemple de réussite d'une façon différente d'apprendre pour des jeunes qui ont de la difficulté à fonctionner dans le modèle de l'école traditionnelle.

La Commission scolaire de l'Énergie a décidé de retirer le financement de 300 000 \$ attribué à la MFR pour 2011-2012. Pourtant, le gouvernement du Québec avait annoncé que les coupures devaient être faites dans les services administratifs et non dans les services aux élèves. Voilà pour les beaux discours sur le décrochage scolaire qui est, selon plusieurs experts une des pires formes de gaspillage de main-d'œuvre.

Il faut dénoncer ces compressions inadmissibles de la Commission scolaire, mais il faut aussi se questionner sur les raisons fondamentales et structurelles qui génèrent ce genre de situation au Québec, où ce sont finalement les services aux citoyens qui en font les frais. Pourtant nous sommes un peuple riche.

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant du Québec se situe parmi les 20 premiers pays de l'OCDE. Le budget du Québec en 2011 est de 69 milliards \$. Les contribuables québécois envoient, bon an mal an, environ 50 milliards \$ à Ottawa sous la forme d'impôts et de taxes de toutes sortes, ce qui correspond à plus de 20 % du budget fédéral. Comment ces sommes considérables sont-elles dépensées? Prenons quelques exemples.

Au cours des dernières décennies, le gouvernement fédéral a investi 14 milliards \$ pour le développement des hydrocarbures, principalement au niveau des sables bitumineux en Alberta, et quelque 6 milliards \$ pour le nucléaire en Ontario. Cela représente donc au moins 4 milliards \$ de nos taxes et impôts pour le développement des ressources énergétiques des autres provinces.

En même temps, nous avons développé nous-mêmes notre hydro-électricité, sans un seul sou d'Ottawa qui s'apprête à financer le même type de développement à Terre-Neuve.

Des 14 milliards \$ que le gouvernement fédéral a injecté pour sauver l'industrie automobile en Ontario, nous en avons fourni presque 3 milliards \$.

Pendant la même période, le gouvernement fédéral a investi pour revitaliser l'industrie forestière québécoise, mais à la hauteur de 100 millions \$. Les dédoublements entre les deux paliers de gouvernement sont aussi très dispendieux. Ceux-ci représenteraient maintenant plus de 4 milliards \$ par année.

Prenons seulement l'exemple des rapports d'impôts. Si un seul rapport était instauré au Québec, cela permettrait d'économiser 800 millions \$ par année, en plus de diminuer les tracasseries administratives.

Les dépenses dans le domaine militaire sont encore plus dévastatrices. Sur la moyenne de 23 milliards \$ par année sur 20 ans, la part du Québec s'élève à quelque 4,6 milliards \$ par année, soit plus que le déficit actuel du Québec qui l'oblige à sabrer dans ses dépenses, notamment en éducation et en santé.

Nous en sommes donc rendus là : des avions de chasse ultra performants dispendieux, dont nous pouvons certainement questionner la pertinence, mais pas d'argent pour nos programmes d'aide pour prévenir le décrochage scolaire chez 30 % de nos jeunes. Quel désastre!

Nous pourrions, comme peuple du Québec, réussir autrement. Malheureusement, tant et aussi longtemps que nous laisserons gérer une partie importante de nos ressources en fonction d'intérêts et d'objectifs déterminés par un gouvernement fédéral où nous sommes de plus en plus minoritaires, d'autres décideront de l'utilisation de nos 50 milliards \$, et ce à chaque année.

J'espère qu'un jour, nous nous déciderons à gérer nous-mêmes l'ensemble de notre richesse collective, en fonction de nos besoins, de nos intérêts et de nos valeurs

En attendant, essayons de sauver la MFR de Maskinongé, car l'avenir de nos jeunes et notre avenir en dépendent.

**Robert Gauthier**  
**Saint-Élie-de-Caxton**  
**Président du PQ de la circonscription de Maskinongé**

---

Publié le 31 mai 2011 à 09h30 | Mis à jour le 31 mai 2011 à 09h30

## **Ça tient de la bêtise!**

Le Nouvelliste

*Lettre à la Commission scolaire de l'Énergie.*

Des coupures administratives, mon oeil! Je ne suis pas administratrice scolaire. Ma voix compte bien peu dans la mégastructure de la Commission scolaire de l'Énergie.

Je tiens quand même à vous exprimer du fond du coeur qu'en retirant votre soutien financier à la MFR (Maison familiale rurale) vous vous apprêtez à détruire la vie de bien des jeunes de la région.

J'ai eu un parcours scolaire difficile avant de découvrir la MFR. Je me cherchais une place à l'école secondaire Val-Mauricie. Cette école de plus de 1000 élèves était, pour moi, une usine où je n'étais qu'un numéro, un code permanent.

Une élève qui dérange parce que différente. À la MFR, j'ai découvert que je pouvais être connue et reconnue comme une personne à part entière. À la MFR, ils m'ont pris comme j'étais avec mes imperfections et ils ont bâti avec moi. En fermant, même temporairement, la MFR, vous détruisez l'espoir en l'avenir de bien des jeunes.

Je dis «bêtise» pour cette coupure administrative. C'est un service essentiel direct à l'élève que vous coupez. À Line Beauchamp, ministre de l'Éducation, je dis: « Mais où êtes-vous pour permettre un tel massacre?

Je termine cette année en secondaire V à la MFR avec un double diplôme. Je suis fière de moi. Cependant je suis triste pour tous les élèves comme moi qui ne pourront s'offrir le luxe de réussir autrement.

**Claudine Plante-Garceau**  
**Saint-Élie-de-Caxton**

---